

La diagonale du flou.

Posté le : 29 septembre 2017 12:52 | Posté par : Blog du cercle des économistes e-toile
 Catégorie: Actualité chaude, Crise systémique, Europe de l'est, Attitudes, hyperfiscalité, Economie et politique

Le livre *Révolutions* d'Emmanuel Macron était une terrible déception : pas une seule mesure concrète ; pas une aspérité ; l'exaltation des grands principes dans un unanimité suspect ; l'audace dans les mots mais des concepts incertains. Le programme présidentiel qui a suivi était, lui, carrément démagogique avec deux mesures catégorielles fondamentales : la suppression de la taxe d'habitation et le transfert de revenus des retraités vers les salariés. Les premiers pas du président élu furent marqués par le goût des discours ambitieux jusqu'à la grandiloquence, mais ennuyeux par leur imprécision, émis sans grand élan et de façon souvent terne et répétitive dans des lieux trop grands pour ce niveau d'inspiration, du Louvres à Versailles, du Pnyx à la Sorbonne. Cela flottait un peu dans un costume trop grand.

La démarche en canard d'Emmanuel Macron commence à se fixer : Exaltation des grands principes ; baignade franche et joyeuse dans le politiquement correct ; mots forts mais d'interprétation contradictoire ; textes finaux finauds avec beaucoup de demi-mesures, voire de fractions encore plus petites mais accumulées qui donnent l'impression d'avoir fait des pas de géants du côté des principes même si les mesures effectives sont le plus souvent des mesurette sans grandes conséquences.

Finaud est aussi le qualificatif qui vient lorsqu'on regarde la solution choisie pour revendre les Chantiers de l'Atlantique. On voulait un acheteur à 50/50 dans le capital auprès de l'État français. On prête un temps 1 % du capital aux Italiens pour satisfaire leur envie d'être des dirigeants effectifs, sans contraintes excessives. Cinq mois de contorsions pour cela !

Il s'applique de la même façon à toutes les lois ou ordonnances proposées.

La loi de moralisation est un exploit symbolique, puisqu'on a obtenu des députés des abandons de privilèges, ce qui n'est pas simple. Mais c'était des privilèges assez médiocres, comme le pouvoir d'embaucher des membres de sa famille et de distribuer un petit budget propre. Au total cela ne change pas grand-chose sinon de rendre l'engagement politique plus difficile pour les non-fonctionnaires. Les hauts fonctionnaires peuvent toujours accumuler des années de retraites sans aucun travail pendant tout le temps où ils se détachent d'eux-mêmes dans des instances politiques ou dans de grandes entreprises parapubliques, et cumulent au final les retraites, ce qui est l'aspect le plus choquant et le plus abusif de notre vie politique (Voir l'affaire Wauquier).

La réforme du Code du travail est un exploit symbolique puisqu'on revient partiellement sur la pénalisation des relations du travail. Mais le rapport avec la création d'emplois est inexistant. On supprime quelques risques de situations ubuesques dans les décisions prises par les juges du « mur des cons » mis bien imprudemment en position de faire n'importe quoi. Dans l'avalanche de mesures, certaines sont excellentes d'autres insignifiantes, comme dans la loi Macron 1, lorsque son auteur était Ministre de l'Économie. Mais au final, cela ne changera pas grand-chose (au fait qui a dressé le bilan de la loi Macron 1 ?). On ne demandera plus à Peugeot de recréer une filiale Vélos cinq ans après sa liquidation et on échappera à ces jugements du même tabac qui ont déshonoré la Justice. En attendant les frais de licenciement ont été augmentés de 25 % ! On achète chaque mesure

par des versements au comptant. Comme le faisait Nicolas Sarkozy.

Le budget est de la même inspiration. Il est un exploit puisqu'on remet enfin en cause l'impôt le plus stupide et destructeur, l'ISF, tout en revenant sur le principe spoliateur de l'incorporation des revenus du capital et des plus-values dans le revenu imposable à l'IR. On sait que cela impliquait des impositions marginales colossales, jusqu'à 70 % dans certains cas et qu'avec l'ISF, en dépit du plafonnement, on pouvait dépasser 100 % d'imposition, ce qui était du vol pur et simple. Mais que de contreparties ! Les retraités voient leur CSG augmentée de 25 %. On augmente massivement la taxation du diesel. On maintient une taxation trop lourde du capital immobilier. On ne touche pas à l'État qui ne fait aucun effort et dont les déficits croissent. Comme Hollande, Macron frappe les dépenses qui ne dépendent pas directement de lui : celles des collectivités locales et de la Sécurité Sociale. Au total, on freine la hausse et c'est tout, et on augmente la dette d'État sans vergogne.

Toutes ces lois mettent fin à quelques abus manifestes. Mais il ne s'agit que de quelques arbres abattus dans une forêt dense. On nous dit : regarder la clairière : un peu de lumière, cela fait du bien ! Certes ! Mais ces petites coupes dans le taillis socialiste obscène qui étouffe le pays ne créent aucune dynamique certaine. Aucune des décisions lourdes qui auraient pu mettre en branle une dynamique naturelle n'a été prise. On l'admet en annonçant des prévisions à cinq ans qui se révéleront fausses naturellement, mais, même si on les prend pour leur valeur faciale, ne font apparaître qu'une réduction ridicule des taux de prélèvements monstrueux qui accablent la France et les Français.

E. Macron ne veut pas mettre en marche une contestation de masse. Alors il ne frappe que des corps intermédiaires ou des catégories qui ne manifestent que modérément, comme les retraités. Et il demande aux catégories dangereuses de compter les versements cash qu'il leur fait. Cette espèce de jeu de bonneteau n'aura de sens que si les vraies mesures sérieuses suivent à un moment ou à un autre. C'est aussi une des dimensions de la méthode Macron : ne faire que des fractions d'annonces en expliquant que plus tard le détail suivra. D'annonces partielles en demi-mesures, il garde une forme de suspense sur ce que sera réellement son action présidentielle.

On peut se demander si la méthode permet autre chose que d'écheniller les absurdités les plus flagrantes tout en servant les intérêts qui ont sponsorisé son Blitzkrieg présidentiel réussi. Car s'il faut à chaque fois payer cash pour des réformettes, on risque de revoir apparaître le syndrome Sarkozy : des réformes annoncées comme gigantesques et significatives qui, en fait, ont été acceptées contre des « compensations » qui coûtent plus cher que le système précédent. Beaucoup des moyens mis en œuvre sont « one shot » comme on dit dans l'ambiance managériale macronesque. Va-t-on par exemple à nouveau taxer les retraités pour calmer les mauvaises humeurs potentielles d'une catégorie électorale ?

D'autant que certains risques sont difficiles à apprécier : une remontée des taux serait terrible et aucune des mesures prises ne permet d'y faire face. Au contraire. L'accroissement des déficits de l'État, en dépit d'une conjoncture meilleure, est un signe inquiétant. On retrouve la méthode Rocard : profiter du fait que la fiscalité est progressive et que les recettes entrent plus vite que la croissance, quand il y en a une, et reporter indéfiniment les réformes lourdes tout en augmentant les impôts : diesel, CSG etc.

Les économies annoncées dans la dépense publique d'État, comme toujours avec E. Macron, restent entièrement secrètes. Impossible d'en avoir le détail et d'en mesurer la crédibilité. Ce sera précisé au fur et à mesure de l'exécution du budget !

Avance-t-on vraiment en chevauchant avec jactance la ligne pointillée de la diagonale du flou ? On prétend que seuls les esprits chagrins et bougons répondront négativement. Reste à savoir s'il s'agit seulement d'un hors-d'œuvre ou du plat de « résistances », comme dirait le sinistre Mélenchon, dans

son bocal médiatique pour socialiste radicalisé (pour le style on dirait Doriot au moment où il voulait s'imposer à Sigmaringen).

L'ébranlement est réel mais il est si modeste et si précaire qu'il ne pourra être jugé positivement que si suite il y a et d'une autre ampleur. Ce n'est pas de Gaulle en 1958. Au moins revient-on, probablement sans retour, sur la catastrophe du « programme commun de gouvernement » qui a assommé le pays à partir de 1981. Nous rattrapions le niveau de vie par tête des Américains et nous n'en étions plus tellement éloignés. Ce mouvement heureux cessa dans l'instant. Aujourd'hui le revenu médian américain est autour de 45 000 euros par an et celui des Français autour de 15 000. Et nous venons d'aligner la neuvième baisse du revenu par tête depuis 2007, alors que, pour la seconde année consécutive, le nombre des naissances baisse également (une première depuis 1944). Le socialisme fiscal adoré des médias (voir le comportement d'une Léa Salamé face à Édouard Philippe hier à la télévision, acharnée à faire en faire le chef du gouvernement des riches, alors qu'elle gagne des dizaines de milliers d'euros à cracher dans la soupe sur une chaîne nationale) veut que la kalachnikov fiscale ait remplacé les crimes de sang et les génocides. L'Énarchie Compassionnelle de droite comme de gauche, n'a pas voulu s'opposer au mouvement qui favorisait les hautes fonctions publiques. Ensemble ils ont eu raison de la prospérité française.

Au lieu de continuer à glisser vers le précipice dans la joie et l'exaltation, nos dirigeants Énarchiens, voyant le danger d'un effondrement, tentent, hyper modestement, de freiner la course à l'abîme. Les habituels démagogues de médias et des partis, à droite comme au centre et à gauche, les poussent à précipiter la chute. Ils résistent encore un peu. Et céderont sur les yachts et les belles voitures. On ne peut les en blâmer si cela contribue à sauver l'édifice mais il faut leur recommander un peu plus d'audace et un peu moins de soumission au socialisme verbal violent.

Au final il est juste de remarquer que ces toutes petites mesures ne sont pas à la hauteur des enjeux et qu'on ne s'est pas éloigné tellement de la « falaise grecque ».